

**GOVERNANCE AND FDI ATTRACTIVENESS IN ALGERIA
EMPIRICAL ANALYSIS: (2004-2020)**

**GOVERNANCE ET ATTRACTIVITE DES IDE EN ALGERIE ANALYSE
EMPIRIQUE : (2004-2020)**

***Khaled HAMIDI**

École Nationale Supérieure en Statistique et Économie Appliquée

Laboratoire d'Economie Quantitative Appliquée au Développement LEQAD

issemiw@gmail.com

Sid Ahmed MOKHTARI

École Nationale Supérieure en Statistique et Économie Appliquée

Laboratoire de Statistique Appliquée LASAP

msido70@yahoo.fr

Reçu le : 2022/05/16 **Accepté le :** 2022/06/12 **Publication en ligne le :** 2022/06/15

ABSTRACT: This article analyses the effect of the governance variables on the attractiveness of foreign direct investment in Algeria, the governance variables being those recommended and used by International Organizations and Institutions. Their effect is modelled via correlation ratios, and then through vector autoregressions. It follows that the capacity of the Algerian economy to attract FDI flows depends on it, and essentially on institutional factors such as the business climate, regulations and corruption.

Keywords : Gouvernance, Institutions, IDE, VAR

JEL Classification : C51, H5

RESUME : Cet article analyse l'effet des variables caractéristiques de la gouvernance sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Algérie, les variables de gouvernance étant celles recommandées et utilisées par les organismes et institutions internationales. Leur effet est modélisé via des rapports de corrélation, et ensuite à travers les autorégressions vectorielles. Il en découle que la capacité de l'économie algérienne à attirer les flux d'IDE en dépend, et essentiellement des facteurs institutionnels tel le climat des affaires, la réglementation ainsi que la corruption.

1. Introduction

La notion de gouvernance possède un sens vraiment large. Elle varie selon le contexte auquel elle est associée, et son origine peut être remonter jusqu'aux lointaines époques lointaines. Dans les faits, elle exerce un effet certain, et non des moindres, sur de nombreux aspects de la vie économique et sociale d'un pays. Il s'agit principalement du vieux débat de l'influence du politique sur l'économique, et de son effet boomerang.

Dans le travail que voici, nous analysons l'impact des variables de gouvernance, donc des variables politiques, sur l'attractivité des investissements directs étrangers comme facteur important de la croissance économique, et ce surtout pour les économies connaissant une insuffisance structurelle en accumulation du capital.

En effet, vu l'essor des années 90, et en coïncidence avec la globalisation, la déréglementation ainsi que le progrès technique, l'économie mondiale a connu de grands changements. Plusieurs se sont vus proposés d'ouvrir leur économie afin d'améliorer leur croissance, et leur développement économique et social. Une concurrence accrue pour aux investissements étrangers s'en alors suivie.

Les gouvernements des pays d'accueil de ces investissements s'essayant du mieux qu'ils le peuvent d'offrir un climat favorable aux IDE, et d'en améliorer leur attractivité. C'est ainsi que les facteurs intentionnels et politiques, ou encore de gouvernance, se sont révélés être favorables par endroits (généralement les pays avancés), et défavorables dans d'autres (généralement les pays les moins avancés), à l'attractivité aux capitaux étrangers. Les pays les moins avancés, dont l'Algérie, étaient alors amenés à entreprendre des réformes pour améliorer leur cadre institutionnel et politique, et atteindre la *bonne gouvernance* synonyme de meilleurs indicateurs politiques et intentionnels tel que cela préconisé par les Institutions Internationales.

Toutefois, dans les faits, et suite à l'ouverture de nombreuses, ces réformes n'ont pas nécessairement entraîné un accroissement des flux d'investissements étrangers, et n'ont pas donné les résultats escomptés. Afin d'y voir clair, il est donc besoin de mesurer l'impact de la gouvernance sur l'attractivité des *IDE*.

Dans ce contexte, l'Algérie, à l'instar de nombreux autres pays en développement, a bien entrepris des réformes politiques et institutionnelles afin de renforcer sa gouvernance et d'améliorer de la sorte son attractivité. Tant d'efforts ont été consentis, mais tel que le soutiennent les observateurs et experts nationaux et internationaux, mais n'ont pas été couronnés de succès, et que beaucoup reste à faire en ce sens, un constat que nous faisons le nôtre.

Nous partons donc de l'idée que la gouvernance est un ensemble mesures en direction du processus d'allocation des ressources aux emplois, dont la participation des citoyens et autres importants acteurs à l'organisation de la vie économique et sociale, la transparence dans la gestion des ressources, la responsabilité dans l'acte de gestion, la primauté du droit dans le règlement des conflits, l'efficacité du processus d'allocation lui-même ainsi l'équité au sens large du terme.

De tels mesures sont construites pour traduire les efforts consentis par les gouvernements sous formes d'indicateurs statistiques permettant d'opérer des classifications des différents pays en matière de gouvernance, une bonne gouvernance étant caractéristique de *meilleurs* indicateurs.

Du point de vue origine de l'*IDE*, celui-ci est perçu comme un facteur important de croissance de l'économie mondiale dans son ensemble. Toutefois, en sus des considérations économiques de demande, de coûts, ... un meilleur cadre politico-institutionnel permet une stabilité des flux d'*IDE*. Il est donc indéniable que la décision d'investir à l'étranger peut positivement, comme négativement, être influencée par ce cadre.

Dans l'option pays d'accueil, cela se traduit par le climat d'affaires et les politiques en direction des firmes transnationales, la dotation factorielle (notamment les ressources naturelles), la potentialité de la demande domestique, les coûts des facteurs de production, etc. Il va sans dire qu'un pays d'accueil se doit également de mesurer l'impact que les *IDE* produisent à leur tour sur son économie, notamment sur les différents agrégats macroéconomiques.

Les travaux menés par CAVES (1974), GLOBERMANE (1979), BLOMSTROM & PERSON (1993), HARRISON & LIPSEY (1996) et PAIN & HUBERT (2000) ont révélé que les flux d'*IDE* impactent positivement la croissance économique du pays d'accueil, non seulement par le transfert de fonds mais aussi par le transfert du savoir-faire et des technologies. Ces auteurs ont conclu que cela n'est possible que si les pays d'accueils assurent certaines conditions préalables aux investisseurs étrangers, tout en mettant en valeur les facteurs pouvant attirer les *IDE*.

De fait, la question qui se pose d'elle-même est de préciser quels déterminants de l'attractivité d'un pays aux *IDE*? Ceux-ci sont-ils universels ou varient-ils d'une période à une autre, d'un pays à un autre? C'est cette question qui suscite l'intérêt de moult problématiques économiques récentes, sachant par ailleurs que chaque pays se retrouve en ferme concurrence de rendre son économie plus attractive que les autres.

Tout compte fait, l'interaction entre l'*attractivité* des *IDE* et la *gouvernance* laisse entrevoir une relation complexe et bidirectionnelle, dépendant tant de la manière de gouverner que de l'attitude de l'investisseur étranger. Toutefois, nous nous focalisons uniquement sur le lien dans la direction gouvernance/attractivité. L'intérêt est donc de mesurer cette relation en présentant d'abord les différents indicateurs fournis par les organisations internationales, et les organisations non gouvernementales, lesquels indicateurs vont servir par la suite comme support au cas pratique.

2. Cadre théorique des investissements étrangers

2.1 Théorie du commerce international et investissement

la théorie des coûts de transaction [³]. Il est communément appelé *paradigme OLI*, soit une abréviation pour désigner ses trois subdivisions, à savoir : * **O** pour «Ownership», les avantages spécifiques d'une firme ; **L** pour «location», les avantages spécifique des pays ; et **I** pour «internalisation», les avantages d'internalisation.

Dunning a qualifié ses trois subdivisions comme étant les forces déterminantes de l'existence des firmes multinationales. Chacune d'elle répond à une question précise.

3. Relation entre les variables de gouvernance et les IDE

Dans cette section, on expose les différents résultats de littérature empirique concernant la relation entre l'attractivité des IDE et la bonne gouvernance. Pour ce faire, on a choisi les études empiriques les plus importantes, dont :

HALI EDISON en 2003, présente l'indice global de gouvernance, comme la moyenne des six mesures des institutions présentées par DANIEL KAUFMANN, ART KRAAY et PABLO ZOIDO-LABATON (1999), à savoir : **(i)** la participation des citoyens, la responsabilisation et la possibilité d'avoir une presse indépendante ; **(ii)** la stabilité politique et l'absence de violence ; **(iii)** l'efficacité des pouvoirs publics et la qualité des services publics ; **(iv)** l'impact de la réglementation ; **(v)** l'état de droit, de protection des personnes et des biens contre la violence et le vol, indépendance et efficacité de la magistrature et respect des contrats ; **(vi)** l'absence de corruption.

SEKKAT & MEON, en 2004 montrent que la bonne qualité des institutions favorise les exportations de produits manufacturés et les *IDE*, et ce à travers l'application des contrats (le recours au tribunal dans le cas de litige), les procédures de facilitation à la création d'entreprises, l'ouverture, la réglementation adaptée pour l'activité économique, l'accès au prêt bancaire, en bref tout ce qui facilite les transformations institutionnelles dans les PED, de sorte à les aligner aux pays démocratiques à économie de marché. Ils concluent ainsi que les systèmes transparents, où le cadre juridique est efficace et la corruption est faible, tendent à attirer plus d'*IDE*.

AMAL, ROBOCH & THIAGO (2010) ont étudié l'impact des facteurs institutionnels et macroéconomiques sur les *IDE* en Amérique Latine durant la période 1996-2008 en utilisant un modèle de données de panel, parmi les six variables institutionnelles que sont : « la stabilité politique, l'efficacité gouvernementale, l'état de droit, la qualité de réglementation, la voix et la responsabilité et le contrôle de corruption ». En conclusion, la stabilité politique a un coefficient positif et significatif sur l'*IDE* ; l'efficacité gouvernementale, a un coefficient significatif et négatif ; les autres variables ont des coefficients statistiquement non significatifs.

* [Http://www.institut-numérique.org\\iii1-lathéorieélectiquededunning](http://www.institut-numérique.org\\iii1-lathéorieélectiquededunning)([Http://www.institut-numérique.org\\iii1-lathéorieélectiquededunning](http://www.institut-numérique.org\\iii1-lathéorieélectiquededunning) consulté le 25/09/2020 à 13 h.

Dans la même lignée, KEEFER & KNACK (1997) suggèrent que les cadres politique et institutionnel pourraient être parmi les contraintes à la convergence des pays marginalisés. Selon ces auteurs, les évanouissements institutionnels peuvent léser à l'investissement et réduire la capacité d'un pays à bénéficier des avancées technologiques des pays développés.

En se basant sur un certain nombre de déterminants se rapportant à la relation entre les *IDE* et la bonne gouvernance comme la qualité des institutions, la stabilité politique, qualité de réglementation, contrôle de corruption, etc., l'étude d'ADKIKARY & MENGISTU (2011) a conclu que l'effet de la bonne gouvernance sur les entrées d'*IDE* pendant la période 1996-2007, dans un panel de 10 pays en voie de développement et 20 pays développés, en utilisant un modèle de données de panel à effets fixes, que les six indicateurs de gouvernance, y compris stabilité et absence de violence, efficacité du gouvernement, primauté du droit, contrôle de corruption, qualité de réglementation et responsabilité, ont une grande influence sur l'attraction des *IDE*.

4. Variables de gouvernance et *IDE* en Algérie

L'Algérie a entrepris plusieurs réformes pour améliorer son climat d'affaire ceci afin, d'une part, d'opérer un véritable recentrage des administrations centrales sur leurs missions stratégiques et à redéployer les activités de gestion sur les espaces de responsabilité aux niveaux décentralisés, d'autre part, d'œuvrer à la décentralisation et la déconcentration aux niveaux de la collectivité territoriale et de l'administration locale, car c'est à leur niveau que la crise de l'État est le plus manifestée.*

En Algérie, la relation gouvernance/attractivité est caractérisée par à un niveau très bas des *IDE*. Ce serait dû à un climat d'affaire défavorable à l'attractivité, de même qu'à la moindre qualité des institutions. Il reste encore des efforts à accomplir, et des réformes à mener de nouveau. En effet, tel que rapporté par l'OMC, la transparence augmente l'efficacité des marchés, et renforce l'efficacité, l'intégrité des règles et les mesures disciplinaires. En ce sens, « elle fournit aux acteurs économiques des renseignements sur les lois et réglementations régissant le fonctionnement de l'économie ainsi que sur les procédures servant à les administrer ». Enfin, elle affirme que les politiques en vue de plus de transparence sont un signal positif aux investisseurs nationaux et étrangers de la mise en place d'un climat des affaires stable et prévisible pour l'investissement, ce qui entraîne un afflux d'investissement.

4.1 Évolution des différentes variables de gouvernance et leur évolution

Nous nous intéressons à l'analyse de la corrélation des indicateurs de gouvernance avec le ratio *IDE*/PIB en pourcentage durant la période 2004-2019, Les indicateurs étant :

* M.C Belmihoub, « les réformes administratives en Algérie », Tunis 15-17 juin 2005 ; pp-14-15.

Indicateur de liberté d'investissement : car dans un pays économiquement libre, il n'y aurait pas de contraintes sur le flux de capitaux d'investissement. Les particuliers et les entreprises seraient autorisés à déplacer leurs ressources vers et depuis des activités spécifiques, à la fois à l'intérieur et à travers les frontières du pays, sans restriction. Un tel idéal recevrait une note de 100 sur la composante liberté d'investissement de l'indice.

Indicateur de gouvernance mondiale (WGI) : cet indicateur est communiqué par la banque mondiale, et donne des informations sur la qualité de la gouvernance dans un pays précis, mesuré avec une échelle qui varie entre -2.5 et 2.5 ou la valeur proche de 2.5 signifie que le pays dispose d'une bonne gouvernance.

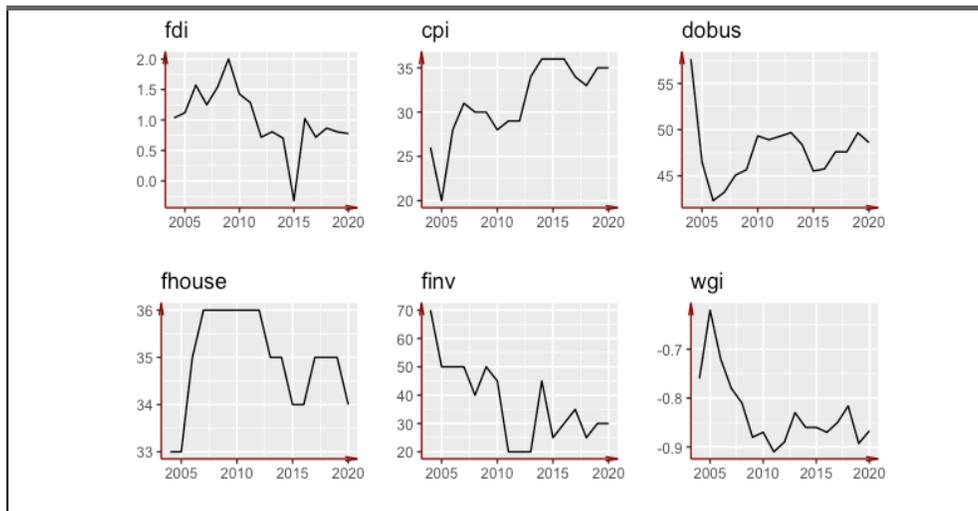
Indicateur de perception de corruption (CPI) : c'est un indicateur communiqué par l'ONG Transparency International, et nous informe sur le niveau de corruption mesuré sur une échelle allant de 0 à 100, la valeur proche de 100 indique une faible perception de la corruption

FreedomHouse : il évalue l'accès des personnes aux droits politiques et aux libertés civiles dans 210 pays et territoires, et ce par le biais de son rapport annuel Freedom in the World. Les libertés individuelles, allant du droit de vote à la liberté d'expression et à l'égalité devant la loi, peuvent être affectées par des acteurs étatiques ou non étatiques. Cliquez sur le nom d'un pays ci-dessous pour accéder au rapport narratif complet du pays.

Indicateur de facilité de faire des affaires (Doing business) : Le score de facilité de faire des affaires d'une économie se reflète sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente la plus faible performance et 100 la meilleure.

L'évolution de ces différentes variables est donnée à la figure (Fig 1). Au vu de la seule évolution de ces indicateurs, on peut déduire que l'Algérie a encore beaucoup d'efforts à accomplir en matière de gouvernance. L'indice de corruption (cpi), bien qu'ayant entrepris une tendance ascendante, ne dépasse pas les 35/100 (la meilleure note étant 100) ; la facilité de faire des affaires (dobus) évolue en dents de scie autour de la valeur tendancielle de 50/100 ; les libertés politico-civiles (fhouse) demeurent très restreintes entre plus de 30 et moins de 36/100 ; la liberté d'investir (finv) a diminué de 70 à 30/100 ; l'indice de gouvernance (wgi) s'est dégradé de -0.6 à -1 les valeurs extrêmes étant dans l'intervalle [-2.5,2.5]. Par ailleurs, la courbe fdi désignant le ratio des flux nets d'IDE sur le PIB, en pourcentage, ne dépasse pas les 2% du PIB et ne semble pas suivre une trajectoire particulière.

Figure 1. Évolution des différentes variables (2004-2020)



Source : établie par nos soins

4.2 Corrélation des variables de gouvernance avec le ratio IDE/PIB

Les coefficients de régression de la variable IDE/PIB avec les variables de gouvernance sont résumé dans la table suivante :

Tableau 1. Régressions linéaires simples de l'IDE

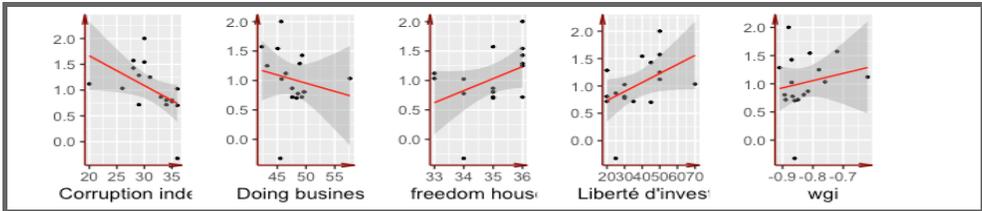
		cpi	doing business	fre e house	fre e inv	wgi
antes	Const	2.8185	2.356	-6.1169	0.4017	2.0863
s	Pente	-0.0577	-0.028	0.2042	0.0165	1.2879

Source : établi par nos soins

Les différents ajustements de la variable IDE/PIB aux mêmes variables de gouvernance sont représentés à la figure ci-après. Au vu des courbes de régression, on constate que pour le cas de l'Algérie, il existe une relation positive mais très faible entre le ratio net IDE/PIB, en %, avec l'indicateur de liberté d'investir, l'indicateur des libertés civiles et politiques ainsi que l'indice de gouvernance mondiale. La relation est plutôt décroissante par rapport à l'indicateur de corruption ainsi que l'indicateur de facilité de faire des affaires.

Les coefficients de régression donnés dans la table précédente indiquent qu'une hausse unitaire de l'indicateur de gouvernance mondiale est la plus à même d'améliorer la part des flux nets d'IDE dans le PIB.

Figure 2. Rapports de corrélation linéaire des différentes variables



Source : établie par nos soins

5. Analyse empirique de la relation gouvernance-attractivité des IDE

Étant donné le cadre théorique vaste et abondant de la relation gouvernance/attractivité des IDE, on peut décrire son évolution au fil du temps en se référant aux séries temporelles multivariées. Les modèles d'autorégression vectorielle (VAR) sont tout indiqués. Ceux-ci s'appuient sur une modélisation relativement simple à mettre en œuvre, permettant d'expliquer une variable vectorielle par son passé. S'agissant de données évolutives, cela pose souvent des problèmes d'intégration des variables et/ou de cointégration entre-elles. De plus, il est nécessaire de disposer d'une période d'observation suffisamment large.

Pour le cas de l'Algérie, sur la période 2004-2020, on choisit comme composantes constituantes du VAR les suivantes : d'abord la variable d'intérêt qu'est le **flux net d'investissement direct étranger** vers l'Algérie, et ensuite, les variables caractéristiques de la **gouvernance**. Nous considérons ces variables comme des variables endogènes. Le vecteur des variables endogènes est alors :

$$y_t = (fdi, wgi, cpi, fhouse, dobus)$$

5.1 Stationnarité des variables du modèle

Avant de procéder la modélisation proprement dite, il est impératif de commencer par l'étude de l'intégration et de la cointégration des variables composant le VAR. Nous devons pour cela étudier la stationnarité des séries pour déterminer le type de tendance et la façon de les rendre stationnaires. Nous testons la présomption de racine unitaire ou non dans la série à l'aide du test ADF, qui se fait sur la base de l'hypothèse nulle d'existence de racine unitaire (tendance aléatoire) versus son alternative :

- $H_0 : \phi = 1$ il existe la racine unitaire

- $H_1 : \phi < 1$ il n'existe pas la racine unitaire

Lorsque le test ADF on rejette H_0 au seuil de 5%, conclut à l'inexistence de racine unitaire, et on confirme donc que la variable n'a pas de tendance aléatoire, on teste alors l'existence d'une tendance déterministe via les tests habituels de Student. Les résultats obtenus sont présentés dans les tableaux qui vont suivre :

Tableau 2. Différents tests d'existence de racine unitaire

	fdi	cpi	dobus	fhouse	finv	wgi
P(1 level)	0 .0018	0 .1151	0 .0449	0 .2230	0 .0532	0 .0000
P(1st diff)	- -----	0 .0197	- -----	0 .0101	0 .0000	- -----
Tendance	N one	N one	N one	N one	N one	T rend & intercept
Intégration	I (0)	I (1)	I (0)	I (1)	I (1)	I (0)

Source : établi par nos soins

On constate que les variables cpi, freehouse et finv sont stationnaires après la première différenciation, c'est-à-dire intégrées du premier ordre. Les variables fdi, wgi et doingbusiness sont stationnaires en niveau (intégrées d'ordre 0). Donc on peut conclure qu'on n'a pas un risque de cointégration entre les variables, et que la relation de long terme n'est pas significative. On utilise la relation à court terme (model VAR)

5.2 Estimation d'un modèle VAR du premier ordre

On a trouvé que le retard optimal était de ($p=1$). L'estimation du modèle VAR(1) est alors la suivante :

$$fdi_t = 0.049 fdi_{t-1} - 0.0638 cpi_{t-1} - 0.0532 dobus_{t-1} + 0.0465 fhous_{t-1} + 0.0054 finv_{t-1} - 0.054 wgi_{t-1} + 3.6419$$

Nous pouvons ainsi déduire ce qui suit : *(i)* l'impact des variables de gouvernance de l'Algérie sur l'attractivité des investissements directs étrangers est très faible ; *(ii)* l'indice de corruption, l'indice de facilité de faire les affaires et l'indice mondial de gouvernance ont un impact négatif sur l'IDE ; *(iii)* par contre, l'indice de liberté de l'investissement et l'indice de liberté mondiale ont un impact positif

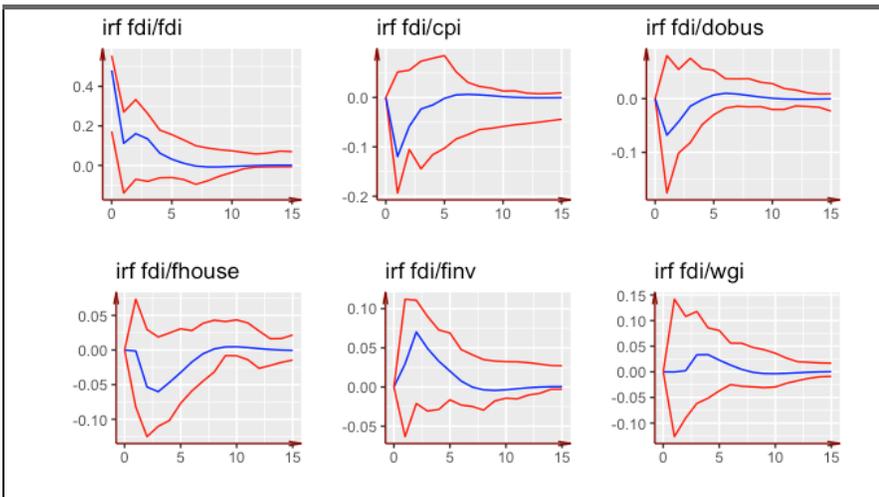
Cela indique que parmi les indicateurs qui ont un impact négatif sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Algérie, figure le phénomène de la corruption qui ronge toute l'économie et qui est devenu effrayant pour les investisseurs étrangers.

Nous constatons que le climat des affaires se détériore, de sorte qu'il n'y a pas la facilité à faire des affaires en Algérie Bien qu'il y ait une liberté d'investissement, ce qui a eu un impact positif sur l'IDE.

5.3 Sensibilité de l'IDE aux chocs dans les variables de la gouvernance

Dans cette étape, on utilise les fonctions d'impulsions pour étudier l'effet d'un choc dans les variables de la gouvernance sur le ratio IDE/PIB. La repense des IDE suite à un choc dans chacune des variables cpi, doing business et freehouse est représentée dans la figure suivante :

Figure 3. Fonction de réponse impulsionnelle



Source : établie par nos soins

Le premier constat que l'on peut en faire est que l'effet des variables de gouvernance sur le volume des investissements étrangers n'est pas immédiat, car il ne commence qu'après la première année et ne dépasse pas cinq ans.

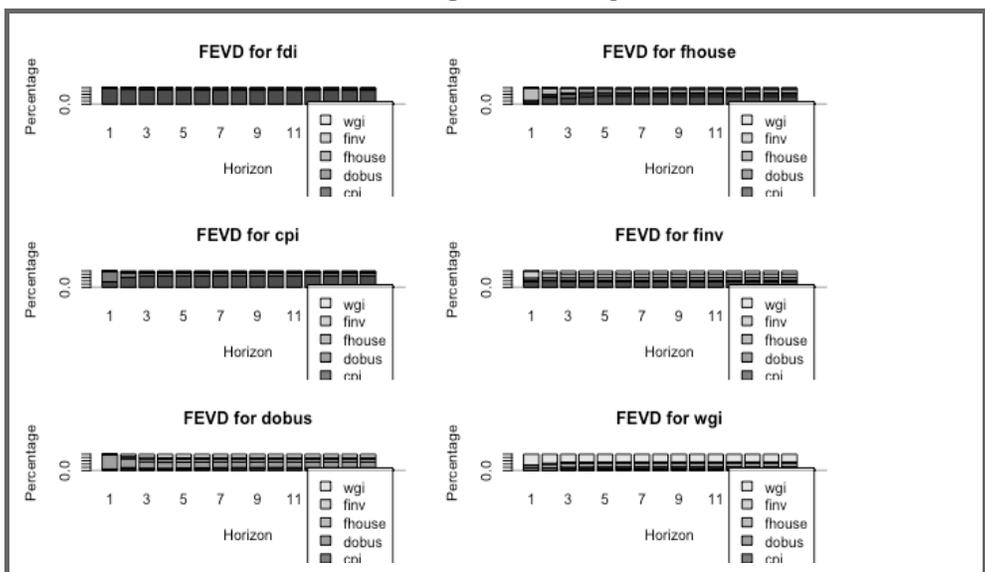
Dans la réponse des IDE suite à un choc dans la variable *freeinv*, il apparaît qu'un choc dans *freeinv* se traduit par un effet positif sur le volume d'IDE durant les deux premières années puis commence à décroître jusqu'à sa disparition complète à la huitième année. Cet indicateur peut donc jouer un rôle positif dans l'attractivité des IDE en Algérie.

Dans le cas l'indice de gouvernance mondiale, un choc positif n'affecte le volume des investissements qu'au bout de trois ans, où il a un impact positif au cours de cette année puis s'estompe immédiatement après.

5.4 Décomposition de la variance

Dans cette étape, nous allons essayer de découvrir les variables de gouvernance les plus importantes qui expliquent la variation du volume des investissements directs étrangers. Ces aspects sont indiqués dans la figure (Fig4). Ainsi, au vu de la figure, on peut dire que grâce à l'analyse de la variance de l'erreur, on constate que la contribution des indicateurs de gouvernance à l'explication de la variance des IDE est faible, car la contribution la plus élevée provenait de la part de l'indicateur de corruption de 5.46 % Quant à la contribution du reste des indicateurs dans l'explication de l'indice IDE, elle a été faible et n'a pas dépassé le 2.96 pour l'indice de *fhouse*.

Figure 4. Décomposition de la variance de l'erreur.



Source : établie par nos soins

6. Conclusion

L'analyse de l'impact des variables de gouvernance, variables recommandées par les institutions internationales, sur l'attractivité de l'économie algérienne aux investissements directs étrangers, au moyen des autorégressions vectorielles.

Les variables de gouvernance indiquent que l'économie algérienne est très loin des standards internationaux en termes de classification, et se situe de fait aux rangs inférieurs. De plus, leur impact sur l'attractivité des IDE est globalement négatif, à l'exception de l'indice de liberté d'investissement et de liberté économique.

La technique de la décomposition de la variance appuie ce résultat en montrant que l'indice de corruption (CPI) est le premier déterminant de la faible attractivité des investissements directs étrangers en Algérie.

7. Références

BOUYACOUB, A (2007) : *Le mouvement des capitaux en Algérie et principalement la question des investissements directs étrangers*, Document de travail Larege, Université d'Oran, Oran, Algérie.

GUILLOCHON, B & AL (2016), *Économie internationale*, 8e Edition, Dunod, 2016.

CRESPY, C & GAUDIN, J-P (2003) : *Pourquoi la gouvernance ?* In : Pôle Sud, N°18, La Grèce du politique.

MICHALET, C-A (1999), *La séduction des nations ou comment attirer les investissements*, Edition Economica, Paris, France.

BRUNELLE, D & AL (2010), *Gouvernance, théorie et pratique*, Edition IEIM, Montréal, Canada.

LACOSTE, D & BIGUES, P-A (2011) : *Stratégie internationalisation des entreprises : menaces et opportunité*, De Boeck, Canada.

BOUALAM, F (2010) : *L'investissement direct à l'étranger le cas de l'Algérie*, École Doctorale en Économie et Gestion, Université Montpellier I.

BOUALAM, F (2008) : *Les institutions et attractivité des IDE*, Colloque International, Rabat, Maroc.

SHIER, G & MEIR, O (2005) : *Les entreprises multinationales*, Dunod, Paris, France.

FEARON, J-D (2011) : *State fragility, governance indicators and the risk of civil conflict*, De Boeck, Canada.

MUCCHIELLI, J-L (1998) : *Multinationales et mondialisation*, Edition seuil, Paris, France.

DUNNING, JOHN (1993) : *Multinational enterprises and the globaleconomy*, Pearson Education,

FIODENDJI, K : *La qualité des institutions et les investissements directs étrangers en Afrique*, Edition Dial, Paris, France.

RAZAFINDRAKOTO, M & ROUBAUD, F (2007) : *Les indicateurs de gouvernance : pertinence, usages et limites*, IRD-DIAL.

REICH, R (1993) : *L'économie mondialisée*, Edition Dunod, Paris, France.

CARNET, R (2004) : *Qu'est-ce que la gouvernance*, Conférence de la Chaire MCD.

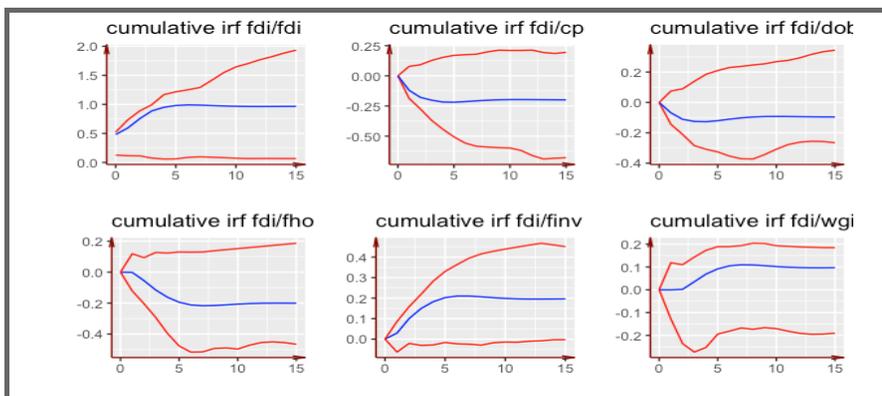
LI, SH (2005) : *Why a poor governance does not deter foreign direct investment ?*, Business Horizon vol48.

TERSEN, D & BRISCOU, J-L (1996) : *Investissement international*, Armand Colin, Masson, Paris, France.

CROZET, YVES (2001) : *Les grandes questions de l'économie internationale*, Nathan, Paris, France.

8. Annexes

Figure 4. Fonction de réponse impulsionnelle cumulative



Source : établie par nos soins

Tableau 5. Décomposition de la variance de l'erreur (FEVD)

	cpi	dob us	fho use	finv	wgi
1	0.3 35409	0.0 63245	0.0 50433	0.3 78214	0.0 00053
2	0.6 05910	0.1 27295	0.4 16808	0.4 13839	0.0 09242
3	0.7 02582	0.0 97700	0.3 79444	0.3 90932	0.0 55425
4	0.7 05390	0.0 95242	0.4 79772	0.3 79038	0.0 54880
5	0.7 04673	0.1 08878	0.4 97776	0.3 74591	0.0 60828
6	0.7 03823	0.1 23261	0.4 94518	0.3 76935	0.0 64309
7	0.7 02771	0.1 35079	0.4 91587	0.3 77986	0.0 66414
8	0.7 02297	0.1 40936	0.4 89917	0.3 78165	0.0 66991
9	0.7 02148	0.1 42606	0.4 89465	0.3 78063	0.0 66986
10	0.7 02109	0.1 42750	0.4 89422	0.3 77913	0.0 66987
11	0.7 02087	0.1 42671	0.4 89402	0.3 77853	0.0 67055
12	0.7 02066	0.1 42698	0.4 89350	0.3 77851	0.0 67125
13	0.7 02053	0.1 42776	0.4 89301	0.3 77860	0.0 67163

Tableau 5. Décomposition de la variance de l'erreur (FEVD)

	cpi	dob us	fho use	finv	wgi
14	0.7 02046	0.1 42830	0.4 89277	0.3 77864	0.0 67173
15	0.7 02044	0.1 42850	0.4 89270	0.3 77863	0.0 67174